

Alternative au revenu de base, le salaire à vie change le travail et la pratique de la valeur

Bertrand BONY – novembre 2016

Ce texte est une réponse aux articles suivants de Jean-Marie HARRIBEY « [Travail collectif, valeur et revenu : l'impossible dissociation](#) » publié dans « Les Possibles » (revue électronique du Conseil scientifique d'Attac) - No 11 Automne 2016 et « [Le revenu d'existence : un piège néolibéral](#) » publié dans le numéro 744-745 de la revue « Économie et politique » datée de juillet-août 2016

Dans des articles consacrés au revenu d'existence, Jean-Marie Harribey (JMH) croit trouver des similitudes entre les propositions que nous développons, Bernard FRIOT ou moi-même, au sein de [Réseau Salarial](#) et celle des promoteurs d'un revenu d'existence. Il revient ainsi sur nos controverses à propos de la valeur économique, parfois en reprenant des expressions ou analyses anciennes (2012) et désormais obsolètes. Ainsi par exemple Bernard Friot ne défend plus la proposition selon laquelle « *Le produit non marchand serait inclus dans le produit marchand à travers les prix* ». Et j'ai moi-même abandonné la voie erronée que j'avais empruntée, tentant d'interpréter la cotisation comme le paiement d'un service externe à un fournisseur collectif, ce qui m'avait fait avancer que dans un tel contexte « *le salaire socialisé est compté deux fois dans le PIB, une première fois dans la valeur ajoutée des entreprises et une seconde fois lorsqu'il sert à faire l'évaluation des services non marchands au coût des facteurs* ». Le travail que nous avons mené, sur ce sujet¹ comme sur d'autres, nous a permis de corriger un certain nombre d'erreurs et de faire évoluer nos représentations et propositions. Car comme dans toute recherche, c'est l'erreur reconnue qui fait progresser.

Reste qu'en dehors de ces références trop anciennes, des contresens subsistent, dont témoigne l'assimilation que fait JMh entre la proposition de salaire à vie et les différentes formes de revenus de base qui sont souvent aux antipodes de nos propositions. Réseau Salarial a d'ailleurs à plusieurs reprises porté des débats contradictoires avec des tenants de différentes versions d'un revenu d'existence comme Baptiste Mylondo, Marc de Basquiat, ou Philippe Van Parijs².

Je commencerai par discuter quelques points sur lesquels JMh croit déceler des similitudes entre nos propositions et celles des défenseurs d'un revenu d'existence, puis je centrerai mon propos sur ce qui fait le cœur de nos différends et qui porte essentiellement sur la valeur et l'existence d'un non marchand monétaire.

Autour de la définition du travail

Pour entrer dans le vif du sujet JMh affirme « *Bien que son auteur s'en défende, il existe plusieurs points communs importants entre la proposition de « salaire à vie » de Bernard Friot et celle du revenu d'existence. [...] Il affirme distinguer valeur d'usage et valeur; mais, au bout de son analyse, toutes les valeurs d'usage sont valeur. Il considère qu'il existe un espace de valorisation qui échappe au capital, mais il ne fixe pas de limite à ce champ : le retraité, le parent d'élève, le chômeur produisent la valeur représentée par la prestation qu'ils reçoivent.* ». Quand on sait combien la distinction entre valeur d'usage et valeur économique est au cœur de notre propos, ce contresens appelle deux réponses, l'une sur la limite *de fait* de la valorisation, l'autre sur sa limite *pensable*. La limite de fait entre ce qui a valeur et ce qui n'en a pas est déterminée par la lutte de classes. Si nous affirmons en effet que les retraités, les parents (pas spécialement « d'élèves ») ou les chômeurs travaillent, c'est à dire produisent de la valeur économique, c'est parce que nous constatons que la lutte de classes a conduit le mouvement ouvrier à initier, dans le régime général de sécurité sociale en particulier, des institutions du travail autres que celles du capital. Par

exemple, toute la réforme des retraites engagée depuis la fin des années 1980 exprime une lutte de classes sur le caractère productif (auquel cas la pension doit continuer à s'affirmer comme salaire à vie) ou non productif (auquel cas la pension doit être réformée comme revenu différé des cotisations passées) de l'activité des retraités. Et l'enjeu est le même s'agissant des parents : ont-ils droit au salaire financé par la cotisation des employeurs ou à un revenu de solidarité financé par la CSG ? Idem pour les chômeurs : ont-ils droit au maintien du salaire entre deux emplois (qui les reconnaît comme productifs) ou à une « allocation de retour à l'emploi » qui pose l'emploi comme seule matrice du travail ? Ainsi la question de la frontière *de fait* assignée au travail est le cœur même de l'analyse du mouvement de la société, et s'en exonérer, comme le font la plupart des économistes et pratiquement tous les tenants du revenu de base, conduit à des analyses très superficielles. Que JMH cesse donc de dire que pour nous il n'y a pas de limite à l'espace de la valorisation alors que cette question est précisément au cœur de notre analyse ! Autre chose est la limite *pensable* de cet espace. Est-ce que, dans l'abstrait, toute activité pourrait être considérée comme productrice de valeur économique et faire l'objet d'une validation sociale qui, répétons le, ne relève pas du contenu de cette activité mais de la lutte de classes ? Jusqu'ici, nous n'avons pas défini de critères stricts de distinction de ce qui peut relever ou non du travail. J'ai proposé récemment le critère suivant³ : peut être considérée comme travail toute activité de production de valeur d'usage, quel que soit son auteur (individu ou personne morale quel que soit son statut juridique) qui est déjà ou pourrait être proposée par une entreprise comme bien ou service vendu au prix du marché⁴. En d'autres termes, et a contrario : ne peuvent être considérées comme activités économiques, et donc comme travail, des activités qui ne peuvent être réalisées par d'autres que celui ou celle à qui elles sont utiles ou nécessaires. Or si un tel critère permet bien de reconnaître comme travail des tâches domestiques (quand je fais mon repas, je suis en concurrence avec le livreur de pizzas local ou le traiteur ou l'entreprise de fourniture de repas à domicile), il exclut bien sûr les activités telles que « *la partie de belote au troquet du coin, lire un livre, regarder un film, faire une partie de jeu vidéo* »⁵ qu'évoque JMH. Il ne saurait donc être question de nous assimiler à ceux qui confondraient valeur d'usage et valeur économique, en faisant, comme le dit justement JMH, « *l'impasse sur l'indispensable reconnaissance collective politique de l'utilité d'une activité pour la société : par définition, l'utilité sociale ne peut être déclarée par chaque individu isolé...* ».

Sur cette question de la validation sociale, si nous sommes en accord avec JMH sur sa nécessité, nous le sommes moins sur sa nature. En particulier nous récusons sa proposition selon laquelle « *Le critère décisif qui distingue une activité libre (celle du retraité par exemple) productive de valeur d'usage d'une activité productive de valeur surgit à nouveau : il s'agit de la validation sociale de cette activité qui, par définition, n'existe pas pour le retraité, puisqu'elle est libre de toute contrainte sociale.* ». Pourquoi exclure du travail les activités présumées⁶ « *libres de contraintes sociales* » ? La question de la division du travail passe aussi par le choix de produire soi-même et ne saurait se limiter aux arbitrages à l'intérieur de la seule sphère du travail contraint. L'application de la règle énoncée plus haut permet à chacun de choisir l'auto-production sans que soit remis en cause son statut de producteur. Pourquoi une décision politique d'appliquer cette règle (et conséquemment d'augmenter le PIB d'autant) ne vaudrait-elle pas validation sociale, pour la seule raison qu'elle n'imposerait pas de contrainte sociale ?

Sur le financement de l'investissement

Selon JMH « *B. Friot propose d'étendre le modèle de la cotisation sociale à l'investissement. Il récuse le crédit et pense que l'investissement peut être financé par le prélèvement d'une cotisation économique sur la production courante. Mais c'est réintroduire la notion néoclassique d'épargne préalable qui nie la nécessité d'une création monétaire pour financer l'investissement net à l'échelle macro-économique, et qui relève d'une conception exogène de la monnaie renvoyant la création de celle-ci entre les mains d'une unique institution centralisée, la banque centrale ou l'État. Cela rejoint l'idée que partagent les partisans du revenu d'existence favorables à de la monnaie «hélicoptère* ».

Nous n'avons jamais contesté la nécessité de la création monétaire, non pas pour financer l'investissement net⁷ mais pour accompagner la croissance de l'économie⁸. Le besoin de financement de l'investissement net n'a réellement de sens qu'au niveau micro-économique de l'entreprise lorsque son besoin d'investissement excède (ce qui est fréquent) son autofinancement⁹. Car précisément, la pratique de l'amortissement comptable génère pour l'entreprise l'essentiel des liquidités (l'autofinancement) nécessaires à l'investissement par épargne¹⁰ et non par crédit ! La pratique courante des entreprises montre que l'investissement peut être financé par affectation à cet effet de monnaie déjà en circulation (leur autofinancement, c'est à dire les liquidités collectées par l'exploitation sous réserve qu'elles ne les aient pas « rendues aux actionnaires » sous forme de dividendes ou de rachat d'actions). Au niveau macro économique les liquidités inemployées (épargne) des uns (ménages ou entreprises) peuvent être remises en circulation pour financer les investissements des autres, sauf si la demande globale excède ce montant auquel cas il faut en effet créer de la monnaie. En d'autres termes avec un taux de croissance actuellement de l'ordre de 1 % cela représenterait globalement chaque année une augmentation de l'ordre de 20 Mds€ de la masse monétaire en circulation dans l'économie réelle¹¹ en France. Nous sommes très loin de la pratique actuelle qui rend nécessaire la création de centaines de Mds€ pour financer tout l'investissement par crédit (en gros, sur la base de la formation brute de capital fixe 2014 hors celle des ménages il faut créer 350 Mds€ et sur la même période, détruire par remboursement de crédits, 330 Mds€ pour aboutir aux mêmes 20 Mds€ nets).

Contrairement à ce que prétend JMH, il n'y a aucune « *épargne préalable* » dans la solution que nous proposons, il s'agit uniquement de préempter par une cotisation une partie du flux monétaire lors de sa répartition primaire pour l'affecter à l'investissement, au lieu de la distribuer sous forme de revenus de la propriété (censés être ensuite réinvestis). Il n'y a pas non plus de création « *exogène* » de la monnaie, puisque celle-ci serait certes créée par la banque centrale, mais à l'initiative des caisses de cotisation économique qui se substitueraient aux banques actuelles et en déclencheraient la création en fonction de la demande et pour le seul montant excédent les sommes collectées via la cotisation. Quant à la « monnaie hélicoptère », terme par lequel JMH sous-entend que nous croirions en la génération spontanée de valeur après arrosage généreux de la population, serions-nous benêts à ce point ? Alors même que par surcroît nous avons tous les jours la preuve qu'il s'agit d'une illusion, car l'hélicoptère existe bel et bien depuis de longs mois qui déverse en vol stationnaire au-dessus des banques quelque 80 Mds€ mensuels dans la zone euro sans aucun effet sur l'économie réelle ! Et nous sommes même d'accord avec JMH lorsqu'il écrit par ailleurs¹² « *La monnaie est une institution sociale pour accompagner les choix collectifs de production. D'où l'importance d'avoir un assouplissement monétaire en contrepartie d'investissements de transition vers un autre modèle de développement humain, dans le cadre d'un système bancaire entièrement socialisé.* » Mais cette socialisation du système bancaire passe pour nous par l'institution d'une cotisation économique et le remplacement des banques par des caisses de cotisation investissement, finançant l'investissement par subvention et non par crédit. Pourquoi est-ce possible ? Parce que la valeur supplémentaire créée en t+1 grâce à l'investissement subventionné en t donnera lieu à cotisation permettant la subvention de nouveaux investissements en t+1, étant entendu que l'investissement nécessaire au-delà des cotisations collectées sera lui aussi subventionné, mais par création monétaire. Supprimer le crédit (y compris pour créer la monnaie) et le remboursement direct ne supprime pas, évidemment, le nécessaire bouclage du circuit économique qui s'opère par la cotisation. Les entreprises ont la responsabilité de produire la valeur correspondant à la somme des subventions. Mais cette contrepartie est socialisée, les branches ou les entreprises à forte création de valeur soutenant par leur cotisation l'investissement des branches ou des entreprises à plus faible création. Il faut socialiser le financement de l'investissement comme nous le faisons déjà largement pour le salaire.

Enfin pour clore ce chapitre, on peut être surpris que JMH défende (pour ne pas dire naturalise) un mode de création monétaire, le crédit bancaire, qui n'est qu'un mode possible parmi d'autres, sans doute le plus intrinsèquement lié au capitalisme, et qui par construction implique une croissance

économique sans fin¹³. Ce qui rend toute l'économie capitaliste incompatible avec la résolution de la crise écologique qui, à juste titre, est une préoccupation essentielle pour JMH.

Sur le financement du revenu de base.

Nous sommes en accord avec l'analyse de JMH lorsqu'il dit que le versement d'une allocation inconditionnelle de l'ordre de 1000 € mensuels par adulte (500 € pour les mineurs), soit environ 750 Mds€, ce qui représente plus de la moitié du revenu monétaire annuel, est impossible sans remise en cause du salaire net. Mais nous divergeons sur ses conclusions : « *Comment tout le revenu disponible des ménages pourrait-il ainsi être socialisé ?* ». Si nous continuons à penser en termes de « productifs » (les salariés en emploi qui seuls produiraient des valeurs d'usage dignes d'être élevées au rang de valeur économique) qui « financent » des « improductifs » (tous les autres, qui produisent peut-être des valeurs d'usage mais sans contrainte sociale, ce qui les exclut de la sphère économique) alors en effet, il n'y a pas d'alternative. La seule solution consiste à *changer la répartition* soit par une « réforme fiscale » corrigeant les « excès » du capitalisme, soit instaurer un revenu de base minimal se substituant à des allocations existantes comme le proposent les ultra-libéraux au nom de la simplification du « maquis » des allocations. Or la voie que nous proposons offre justement l'alternative recherchée, mais elle implique un changement de la pratique de la valeur économique et une redéfinition du travail prenant en compte des modes de productions autres que la seule production marchande capitaliste. Si le salariat comme classe reprend la main sur son destin, nous pouvons instaurer un statut politique du producteur fondant le droit au salaire (et non à une allocation) pour tous et par conséquent décider de répartir la totalité des quelque 1300 Mds€ de revenu monétaire des ménages¹⁴ **comme seule source de revenu sous forme d'un salaire universel.**

La valeur « forme monétaire du travail » ?

Si les points traités plus haut ont leur importance, le cœur de la controverse n'est pas là mais dans le rapport entre la valeur économique et la monnaie. JMH considère que tout travail s'accompagne nécessairement de la création d'un flux monétaire qui serait la forme sous laquelle apparaîtrait toujours la valeur économique produite. C'est ce qu'il exprime en parlant de « *valeur en tant que forme monétaire du travail* »¹⁵. Et il étend donc cette affirmation à la valeur produite par le secteur non marchand en parlant de « *monétaire non marchand* »¹⁶. Or, si comme il le rappelle d'ailleurs, nous défendons avec lui que le secteur non marchand produit bien de la valeur économique, nous récusons l'idée que, ce faisant, cette production de valeur économique soit aussi accompagnée de la création de valeur monétaire¹⁷. JMH assimile à tort le flux monétaire de l'impôt ou de la cotisation qui circule du marchand au marchand via le non marchand, à un flux de valeur monétaire qui trouverait sa source dans la production du secteur non marchand.

JMH nous reproche de confondre « *la validation sociale d'un droit (celui d'un salaire, ou d'un revenu universel diront les partisans de ce dernier) avec la validation sociale du travail qui fournira les biens et services (et donc leur valeur distribuable en revenus) susceptibles de satisfaire ce droit.* », or il fait lui-même la confusion : le flux monétaire de la cotisation ou de l'impôt, **s'il valide bien** a posteriori la décision politique de produire hors du secteur marchand, **ne paie pas** les biens et services ainsi produits. Paiement qui ne peut exister par définition puisque le non marchand ne l'est qu'en tant qu'il ne vend pas sa production, ce que reconnaît JMH dans le même paragraphe en évoquant « *un pan de l'activité humaine qui produit des services non marchands, qui ne sont donc pas vendus* ». Par conséquent quand JMH dit que la cotisation est prélevée sur un PIB déjà augmenté de la production des fonctionnaires¹⁸ il fait l'erreur qu'il nous reproche de faire à propos des retraités. Ce n'est pas parce que la production des fonctionnaires fait l'objet d'une validation sociale (décision politique de leur faire produire du non marchand), qui trouve son expression économique dans la valorisation de leur production dans le PIB, que cela génère la monnaie qui les paie. Car **toute monnaie a pour origine une production marchande**, qu'elle serve à payer des fonctionnaires ou des retraités, des actionnaires ou des salariés du secteur marchand. La question est donc « pourquoi la cotisation ou l'impôt payant les fonctionnaires et les retraités exprimeraient-ils la reconnaissance de leur production pour les premiers et pas pour les seconds ? ».

Reprenons l'argumentaire de JMH : « *En réalité, sa thèse [de Bernard Friot ndlr] souffre, selon moi, d'une contradiction logique, [...] imaginons que tous les salariés des entreprises privées et tous ceux des administrations publiques se mettent en grève générale illimitée pour faire échouer une « contre-réforme » et que cette grève dure longtemps, pourrait-on payer les retraités ? Si oui, puisque, aux dires de Bernard Friot, les retraités créent la valeur qui sert à les rémunérer, que feraient-ils de leur argent puisqu'il n'y aurait plus rien à acheter (marchandises non produites) et plus rien à payer collectivement (services non marchands non produits) ? Sinon, la thèse centrale de Bernard Friot s'effondre.* ». La réponse est qu'il n'y aurait en effet plus de paiement des retraités, et que cela serait sans conséquence puisque toute production marchande aurait disparu. Et la précaution que croit prendre JMH en étendant la grève aux salariés de la fonction publique est inutile car ceux-ci n'auraient de toutes façons plus de salaire non plus ! Dans l'hypothèse d'un passage à la limite vers une économie entièrement non marchande il n'y aurait en effet plus de monnaie.

Si depuis 1976 l'Insee exprime en unité monétaire la production non marchande, cela ne fait pas pour autant du secteur non marchand une source de valeur monétaire : il s'agit de lui donner un statut équivalent à la production marchande, seule considérée jusque-là comme ayant droit de cité précisément parce qu'elle seule est source de valeur monétaire. Cet acte de reconnaissance est d'ailleurs ambigu. D'un côté, il exprime de fait l'affirmation par le mouvement ouvrier d'une autre pratique du travail que sa pratique capitaliste, celle des services publics dont la comptabilité nationale ajoute la contribution à la production. Mais d'un autre côté il est né, loin de toute reconnaissance explicite d'un tel changement dans la définition de la valeur, du besoin très

pragmatique de faire des comparaisons internationales avec des pays dans lesquels santé et éducation par exemple relèvent du secteur marchand. Or cette histoire, qui semble à première vue purement utilitaire, doit à mon sens être lue comme l'application de la règle que j'ai proposée plus haut : puisque les valeurs d'usage produites dans le secteur non marchand ici sont produites ailleurs sous forme marchandes, alors il s'agit bien d'activités économiques, avec pour conséquence que ceux qui les réalisent produisent de la valeur économique, donc ils travaillent, et méritent à ce titre le statut de producteur leur donnant droit à un salaire.

En réalité lorsque nous disons que « *le retraité produit la valeur qui le rémunère* », nous pouvons admettre que l'expression est un peu trop condensée, nous devrions dire quelque chose comme « *les retraités produisent sous forme non marchande, et donc non monétaire, une valeur économique reconnue comme équivalente en montant à ce que représente la monnaie qu'ils perçoivent* ». Et contrairement à ce que prétend JMH, cette affirmation s'applique intégralement si on remplace « retraités » par « fonctionnaires » !

En résumé et pour conclure

N'importe quelle activité productive de valeur d'usage n'est pas validée comme travail, c'est à dire comme productrice de valeur économique : cette validation relève de la lutte de classes sur la pratique du travail. Cela dit, y a-t-il une limite à la validation sociale d'une activité comme travail ? J'ai proposé comme critère qu'elle puisse être réalisée par un tiers sous forme marchande. Et cela quel que soit le contexte, domestique ou non, dans lequel s'effectue cette production, car ce n'est ni le contenu de l'activité ni les circonstances de sa réalisation qui sont déterminants mais son résultat : si le même résultat peut être obtenu sous la forme d'un bien ou d'un service marchand, alors toutes les activités qui ont concouru directement ou indirectement à sa production peuvent relever du travail.¹⁹

Le financement de l'investissement est pour l'essentiel l'affectation d'une partie du revenu monétaire courant à l'achat de biens et services durables en vue d'une production nouvelle ultérieure. Absolument rien n'oblige à créer l'intégralité de la masse monétaire correspondante sous forme de crédit à intérêt. Une cotisation économique permettrait de collecter les sommes nécessaires au sein de caisses d'investissement qui financeraient l'investissement par subvention donc sans intérêts.

Aucun revenu monétaire ne peut trouver sa source dans une activité non marchande. Par conséquent, que ce soit le salaire du fonctionnaire ou la pension du retraité ces flux monétaires proviennent du secteur marchand. Mais ils ne sont pas le résultat d'un *transfert social* qui « financerait » une activité, certes utile mais coûteuse (utilité interprétée par les marxistes orthodoxes, dont s'écarte JMH à juste titre sur ce point, comme une manière efficace et peu coûteuse pour le capitalisme de reproduire la force de travail dont il a besoin). Ils sont la reconnaissance, par un droit de tirage sur les marchandises que produisent les salariés du secteur marchand, de l'existence d'une production de valeur non marchande (à laquelle ont par ailleurs accès les salariés du secteur marchand) d'égal statut mais non capitaliste. Le salaire ainsi distribué reconnaît l'égalité des producteurs, qu'ils produisent des marchandises, des biens et services collectifs ou encore des biens et services domestiques.

Ce que les luttes sociales ont construit tout au long du 20^{ème} siècle et dont la casse est à l'ordre du jour de la classe dominante qui l'a très bien compris, c'est la démonstration qu'il est possible de changer la pratique de la valeur en étendant le statut de producteur initialement réservé au mode de production capitaliste (marchand fondé sur la propriété lucrative), à tous les modes de production alternatifs : marchand avec propriété d'usage, non marchand collectif, auto-production. Cela passe par un changement de la définition de la valeur qui l'étend à des formes non monétaires de production. Ce faisant ce nouveau statut du producteur légitime l'accès à tous les types de productions, y compris marchands, et donc l'accès à la monnaie via le droit à un salaire à vie. Ce salaire ne saurait être prédéfini, il résultera de la proportion que prendra la production marchande (libérée de la propriété lucrative dans un contexte post-capitaliste), puisque que seule celle-ci peut

être génératrice de revenus monétaires. Il n'y a là aucune croyance en une génération spontanée de la valeur comme le sous-entend JMH, mais une révolution en marche !

- 1 Voir : [« Non, le "coût" du non marchand n'est pas inclus dans le prix des marchandises ! »](#)
- 2 Voir par exemple les débats suivants : [avec Baptiste Mylondo](#), [avec Marc de Basquiat](#), ou [Philippe Van Parijs](#)
- 3 Ce critère est calqué sur celui utilisé par la commission européenne pour distinguer, parmi les activités marchandes, celles qui sont réputées « économiques » et celles considérées comme « non économiques ». Ce critère est tout à fait semblable à celui proposé par Fouquet et Chadeau (1981) pour définir la production domestique : « concourt à la production domestique toute activité non rémunérée, exercée par un membre du ménage pour le ménage, et résultant en la création d'un bien ou d'un service nécessaire au déroulement de la vie quotidienne et pour lequel il existe un substitut marchand (service disponible sur le marché ou personne rémunérée) dans les normes sociales actuelles ». Ce critère est cité dans le document « La contribution du travail domestique au bien-être matériel des ménages : une quantification à partir de l'enquête Emploi du Temps » http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/docs_doc_travail/F1104.pdf
- 4 Pour plus de développements sur cette question voir : [« Quelques considérations sur les thèmes du marchand, du non marchand, de la valeur et de la monnaie »](#).
- 5 Toutefois ce point mériterait une analyse plus fine, en relation également avec les thèses défendues par Vercellone et Monnier dans le même n° des Possibles (https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-11-automne-2016/dossier-le-travail-en-question-s/article/mutations-du-travail-et-revenu-social-garanti-comme-revenu-primaire?pk_campaign=Infolettre-708&pk_kwd=mutations-du-travail-et-revenu). Notons simplement ici que le fait par exemple de « regarder une vidéo dans son salon » n'autorise ni d'affirmer qu'il ne s'agit pas de travail ni que cela en est, car si cette vidéo est utilisée plus tard dans une production documentaire diffusée sur une chaîne de télévision, alors l'existence de cette production pourra valider a posteriori cette séquence comme du travail.
- 6 Car cela reste à prouver : la sphère privée est-elle réellement libérée de toute contrainte sociale ?
- 7 Investissement net = investissement de la période – amortissement de la période
- 8 En effet si l'investissement est réalisé en anticipation d'une création de valeur future, il se traduit en pratique par un achat de biens et services durables équivalent à tout autre achat de consommation. Et la demande globale est constituée de la somme des achats d'investissements et de consommation finale. A contrario une croissance obtenue par augmentation du taux d'utilisation des moyens de production nécessite une création monétaire en l'absence d'investissement. Pour plus d'information sur les propositions de Réseau Salariat sur ce point voir la brochure « Caisses d'investissement et monnaie » : <http://www.reseau-salariat.info/e70779e7b9b071b96aa3759471c98b1b>
- 9 En gros : autofinancement = (amortissement + résultat net – résultat distribué), si l'on simplifie en ne tenant pas compte des provisions éventuelles
- 10 Le terme d'épargne est un faux ami car il peut être entendu sous plusieurs sens. Il désigne ici la part du revenu non utilisée pour la consommation finale, et non l'épargne au sens commun « d'argent mis de côté » (thésaurisation) qui consisterait à retirer temporairement la monnaie de la circulation. Au premier sens l'investissement est bien sûr financé par l'épargne, c'est la définition même de celle-ci. Au sens commun il ne faudrait « surtout pas d'épargne » pour financer l'investissement puisqu'il faut remettre en circulation la monnaie non utilisée immédiatement pour la consommation.
- 11 C'est à dire hors « épargne » stérilisée par une circulation uniquement dans la sphère financière.
- 12 Voir : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2016/04/12/helicoptere-pour-un-capitalisme-hors-sol/>
- 13 Par construction si toute la monnaie est créée par crédit à intérêt, le remboursement de l'intérêt est impossible sans un nouveau crédit ce qui implique la nécessité d'un accroissement de la production pour accompagner cette nouvelle création monétaire.
- 14 En gros (chiffres 2014) : salaires, environ 1100 Mds€, revenu mixte brut des indépendants environ 110 Mds€, et enfin les dividendes nets versé par les entreprises aux ménages, environ 100 Mds€ soit un total de 1300 Mds€
- 15 *« la valeur d'usage est une condition de la valeur en tant que forme monétaire du travail socialement validé, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la valeur d'échange qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée. »* Extrait de l'article [« Travail collectif, valeur et revenu : l'impossible dissociation »](#).
- 16 *« Mais, dans cette société, il existe aussi un pan de l'activité humaine qui produit des services non marchands, qui ne sont donc pas vendus et qui ne procurent aucun profit privé. Le travail utilisé est productif de valeurs d'usage, mais également de valeur qui s'ajoute à la celle produite dans la sphère capitaliste pour constituer le PIB, dont découlera la distribution de revenus. [...] Il s'ensuit d'une part, une double distinction entre le monétaire et le non-monétaire, et entre le monétaire marchand et le monétaire non marchand. D'autre part, la validation sociale est si importante qu'elle est le cœur de la discussion et de la controverse sur le revenu universel ou sur le salaire à vie. »* Extrait de l'article [« Travail collectif, valeur et revenu : l'impossible dissociation »](#)
- 17 Par le terme de « valeur monétaire » nous désignons ici le flux de monnaie généré simultanément à la production marchande de biens et services, censé en mesurer la valeur et qui permettra à ses bénéficiaires de s'approprier ces marchandises.
- 18 *« Mais, dans cette société, il existe aussi un pan de l'activité humaine qui produit des services non marchands, qui ne sont donc pas vendus et qui ne procurent aucun profit privé. Le travail utilisé est productif de valeurs d'usage, mais également de valeur qui s'ajoute à la celle produite dans la sphère capitaliste pour constituer le PIB, dont découlera la distribution de revenus. [...] Comme on l'a vu plus haut, une fois le produit national augmenté de ce produit non marchand, l'impôt vient en assurer ex post le paiement collectif. »* Extrait de l'article [« Travail](#)

collectif, valeur et revenu : l'impossible dissociation »

- 19 Évidemment de bons esprits, peu avarés de mauvaise foi, trouveront là l'occasion de prétendre alors que dormir est nécessaire à la vie et a donc bien concouru à la réalisation de cette production, et que par conséquent « dormir c'est travailler » ! C'est évidemment ignorer que « personne ne peut dormir à ma place ». En outre s'il est vrai que si nous étions tous morts la question du travail ne se poserait pas, remarquons que pour produire une valeur d'usage ayant les caractéristiques d'un bien ou d'un service il faut une décision qui nécessite un engagement volontaire à *faire*. Se contenter de vivre ne suffit pas.